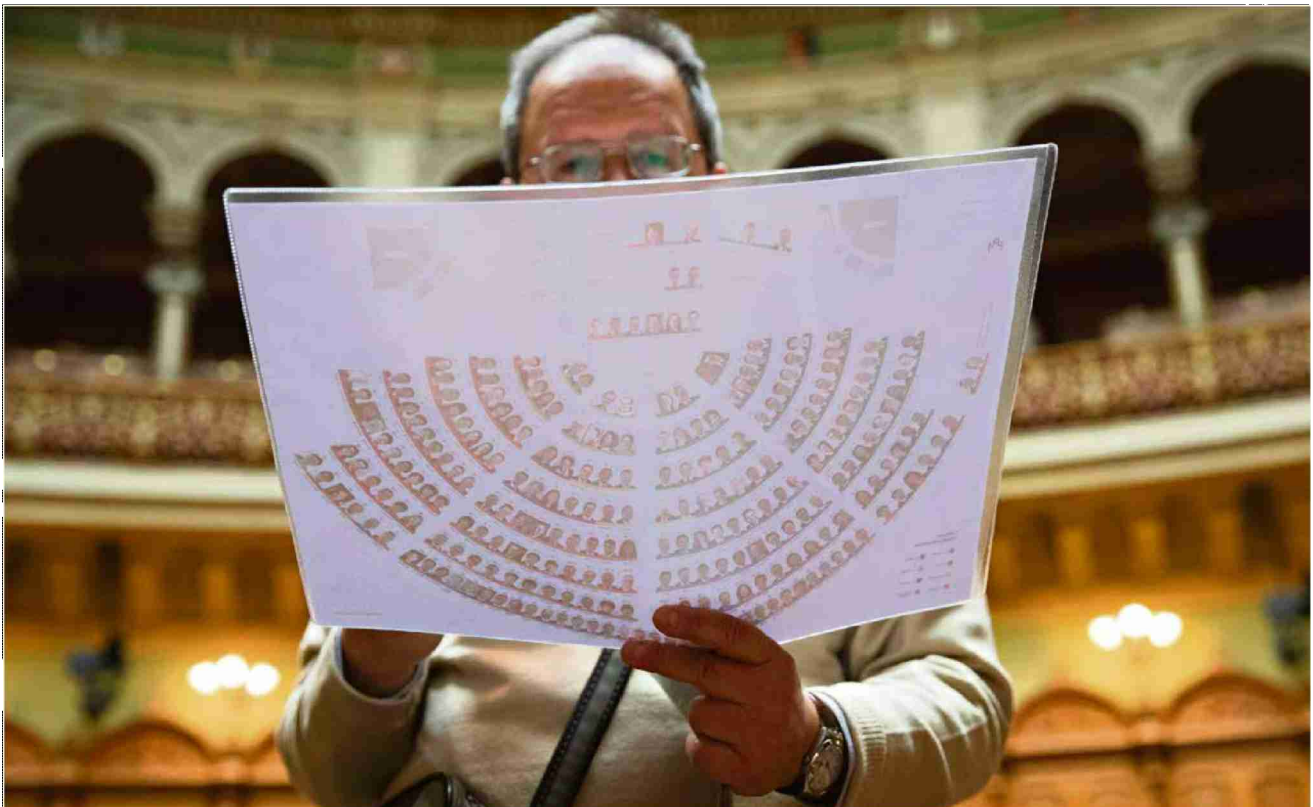




Comment la Suisse occidentale défend ses intérêts à Berne

PARLEMENT Parmi les nouveaux élus arrivés en 2015, certains se sont rapidement affirmés à Berne, d'autres pas. Les représentants des cantons romands ont obtenu quelques succès importants, mais d'importants chantiers restent ouverts

Le nouveau parlement s'exprimera un petit peu plus en français. En raison de l'évolution démographique, les députations des cantons de Vaud et Genève comprendront chacune une personne de plus alors que Berne et Lucerne délégueront à Berne un représentant de moins. Durant la législature écoulée, des décisions importantes ont été prises pour la Suisse occidentale, en particulier les crédits routiers et ferroviaires. La prochaine période quadriennale sera elle aussi riche en enjeux pour les cantons romands. L'un des plus importants concerne l'avenir des relations avec les pays voisins et avec l'Union européenne. ■ LT



© PETER KLAUNER/KEYSTONE



Les défis de l'aéroport

GENEVE Transports, santé et rapports avec l'Union européenne auront toute l'attention des prochains parlementaires genevois. Ils bénéficieront d'un siège supplémentaire pour peser dans la balance



BORIS BUSSLINGER

[@BorisBusslinger](https://twitter.com/BorisBusslinger)

A Genève, plusieurs dossiers tiendront vraisemblablement le haut du pavé ces quatre prochaines années. A commencer par l'aéroport, dont la poursuite du développement est souhaitée par la totalité du spectre politique cantonal. Les défis sont multiples: le bruit, la taxe climatique sur les billets d'avion ou encore l'accessibilité du site depuis la Suisse alémanique pour éviter le départ de clients vers Zurich.

La mobilité, ensuite. Comme tous les cantons, Genève cherche à développer ses infrastructures. Le financement d'un train en direction de La Plaine, située au bout du canton, et l'inclusion de nouveaux trams dans les projets d'agglomération de la Confédération compteront parmi les priorités des élus du canton à Berne. Une autre affaire préoccupe les Genevois: le transport de marchandises dangereuses, notamment le chlore.

Les coûts de la santé, bien sûr. Avec les primes d'assurance les plus élevées du pays, Genève commence à s'impatienter. Au point que plusieurs politiciens genevois réclament désormais que les cantons dis-

posent de davantage de marge de manœuvre pour pouvoir eux-mêmes se saisir du dossier si Berne n'arrive pas à juguler les hausses de primes.

Enfin, l'accord-cadre avec l'UE. Comme il n'est de canton plus dépendant d'une bonne relation avec la France, Genève a beaucoup à perdre d'une détérioration des rapports avec Bruxelles. «Accord-cadre, accord bilatéral, contrat, appelez ça comme vous voulez, dit Antonio Hodggers, le président du Conseil d'Etat, mais Genève a désormais besoin de stabilité et de prévisibilité pour sortir du marasme.»

En dehors de ces dossiers principaux, le déménagement de la SSR à Ecublens (VD) préoccupe aussi les Genevois. Ils ont fait leurs calculs: depuis le Valais, le temps pour s'y rendre serait le même que pour aller au bout du lac. Ils se battront jusqu'au bout pour conserver Darius Rochebin dans leur canton.

A noter que, comme le canton de Vaud, Genève bénéficiera d'un siège supplémentaire au Conseil national l'année prochaine en raison d'une hausse démographique. Sa conquête est pour le moment très ouverte. ■

AFFAIRES

Dégâts d'estime

Cette dernière législature a permis à Genève quelques beaux succès. Le canton a obtenu un prêt de plus de 400 millions de la Confédération pour redorer les sièges des Nations unies, de l'OMS et de l'OIT. Il a également réussi à infléchir la réforme de l'imposition des entreprises dans son sens, décroché le financement d'une nouvelle gare Cornavin et négocié de manière serrée pour augmenter l'enveloppe de soutien de la Confédération au Grand Genève de 39 à 100 millions. La réforme de la péréquation intercantonale est également considérée comme un succès pour le canton, qui verra sa facture solidaire baisser quelque peu à l'avenir.

Le bilan est plus contrasté au niveau de l'image du canton. Celle-ci a souffert de l'affaire Maudet, ancien candidat remarqué au Conseil fédéral, et de l'affaire des notes de frais du conseiller national PDC Guillaume Barazzzone, qui se retire. Ses collègues Benoît Genecand (PLR), malade, et Manuel Tornare (PS) ne se représentent pas non plus. Après douze ans passés au Conseil des Etats, Liliane Maury Pasquier (PS) et Robert Cramer (Verts) laissent également leur siège à la relève. ■ B. B.



Si loin de Berne avec le rail

VAUD En plein développement démographique et économique, le canton doit améliorer ses grands axes de transport. Les préoccupations vaudoises des quatre prochaines années porteront aussi les coûts de la santé et les rapports avec l'UE



Parlementaires, membres de l'exécutif et lobbyistes vaudois de tous bords s'accordent sans difficulté lorsqu'il s'agit d'évoquer les priorités du canton de 2020 à 2023.

La mobilité vient en tête. Avec, en particulier, la mise à niveau de la ligne ferroviaire Lausanne-Berne, dont la lenteur hérisse matin et soir les fonctionnaires fédéraux romands. Pour l'instant, le projet pourra bénéficier d'un crédit d'étude. Il faudra toutefois prendre son mal en patience, car la prochaine étape d'aménagement des CFF n'interviendra qu'en 2026. Toujours au rayon transport, plusieurs projets d'infrastructures routières feront également partie des enjeux de la prochaine législature, dont le sempiternel contournement de Morges.

La santé ensuite, mais surtout ses coûts sont sur toutes les lèvres. L'un des plus touchés par la hausse des primes d'assurance, le canton de Vaud attend de la prochaine législature qu'elle permette de «retirer cette épine du budget des habitants et des pouvoirs publics», espère la pré-

sidente du Conseil d'Etat Nuria Gorrite (PS).

Les rapports avec l'Union européenne, pour terminer. Exportateur et toujours davantage tributaire des frontaliers, le canton observe de près les relations de la Confédération avec Bruxelles. Avec une université et une école polytechnique sur son territoire, il a beaucoup à perdre d'une détérioration des liens avec l'UE dans le domaine de la recherche. Autre sujet chaud des quatre prochaines années – dans le canton de Vaud comme ailleurs – citons encore l'envi-

ronnement, mentionné à de nombreuses reprises par ses représentants à Berne.

Le canton bénéficiera d'une députation renforcée grâce à sa croissance démographique. Il gagne un nouveau siège pour atteindre 19 représentants au Conseil national. La nouvelle place pourrait revenir au nouveau président de l'USS, l'ancien conseiller d'Etat Pierre-Yves Maillard (PS), alors que le siège laissé vacant par le PLR Fathi Derder devrait échoir à Jacqueline de Quattro (PLR), actuelle ministre vaudoise de l'Environnement. ■ B. B.

MODÈLE VAUDOIS

Succès de la RFFA et rifici au sénat

La législature qui s'achève a plutôt porté chance aux Vaudois. En termes de fiscalité tout d'abord, avec l'acceptation populaire de la RFFA, ancienne RIE III assortie d'un volet social inspirée du modèle vaudois. En termes de mobilité ensuite, avec l'acceptation des fonds routier et ferroviaire qui permettront des investissements à hauteur de 3 milliards de francs dans l'Arc lémanique. En termes de péréquation financière pour finir, dont la dernière réforme devrait profiter au grand canton.

Au sein de la députation, deux nouvelles têtes socialistes sont apparues: Brigitte Crottaz a remplacé Jean Christophe Schwaab et Nicolas Rochat Fernandez a pris la place de Rebecca Ruiz, élue au Conseil d'Etat. Les conseillers nationaux Fathi Derder (PLR), Alice Glauser (UDC) et la sénatrice Géraldine Savary (PS) ne se représentent pas. La législature a été animée par le départ inattendu de cette dernière, critiquée pour ses liens avec le milliardaire Frederik Paulsen, et, plus récemment, par la visite controversée du conseiller national Claude Béglé (PDC) en Corée du Nord. ■ B. B.



Une députation toujours solide

FRIBOURG Ce n'est plus la «dream team» des années 2007-2015, mais les Fribourgeois restent influents sous la Coupole

MICHEL GUILLAUME
@mfguillaume

Après les départs d'Alain Berset (PS) au Conseil fédéral, de Jean-François Steiert (PS) au Conseil d'Etat et la retraite politique d'Urs Schwaller (PDC), la députation fribourgeoise a perdu sa réputation de «dream team» des Chambres. Mais elle reste solide – et surtout très unie lorsque les intérêts suprêmes du canton sont en jeu – notamment grâce à Christian Levrat, le président du PS, qui a été désigné par plusieurs médias comme l'homme le plus influent du parlement, Jean-François Rime, en tant que président de l'USAM, et Jacques Bourgeois qui sait tirer les ficelles pour le lobby paysan. Ces trois élus, qui ont joué un rôle déterminant dans le projet de restructuration du centre de recherche agricole de la Confédération (Agroscope), devront veiller à sa concrétisation. Dans ce canton, 20% des emplois dépendent de la chaîne agroalimentaire. Sur le plan des transports, les élus suivront attentivement le développement des cadences dans le trafic d'agglomération de Fribourg et de Bulle, tout comme l'améliora-

tion de la ligne CFF Lausanne-Berne.

En ce qui concerne la composition de la députation, rien ne changera selon toute vraisemblance au Conseil des Etats, la jeune PLR Johanna Gapany ne pouvant guère inquiéter un tandem Beat Vonlanthen (PDC)/Christian Levrat aussi expérimenté qu'efficace. Pour le Conseil national en revanche, la situation est plus ouverte: la gauche rêve de reprendre le deuxième siège de l'UDC, qu'elle a perdu en 2011. La mission sera très difficile, les deux sortants, Jean-François Rime et Pierre-

Alain Page, étant bien en place. Mais elle n'est pas totalement impossible, une large alliance s'étant formée malgré la dispute ponctuelle entre les Verts et le PS lors d'une élection complémentaire pour le Conseil d'Etat. Quant au PDC, il n'est pas aussi serein qu'il pourrait l'être: la perspective qu'il soit représenté par trois Alémaniques à Berne irrite les Romands. L'assureur Bruno Boschung part en effet favori face à la vice-présidente du parti cantonal, Marie-France Roth Pasquier, pour reprendre le siège de Dominique de Buman. ■

SAUVETAGE

La victoire Agroscope

Pour Fribourg, la péréquation financière, qui représente 10,5% des recettes de l'Etat, est et reste la mère des batailles. Or, durant la dernière législature, la nouvelle répartition s'est faite largement au détriment des petits cantons bénéficiaires, après que les cantons contributeurs ont imposé leurs vues. Le canton y perdra 150 millions durant la période 2020-2025, mais il a pu limiter les dégâts au titre de la compensation des cas de rigueur.

L'autre dossier important concerne le centre d'Agroscope. Alors que, dans un premier temps, le projet de restructuration du conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann a suscité un tollé, il a été remanié à la satisfaction des Fribourgeois pour aboutir à un campus central à Posieux – où travailleront 650 personnes – et deux sites régionaux à Reckenholz (ZH) et Changins (VD). En travaillant presque uniquement en coulisse, à l'exception de deux motions de Jacques Bourgeois, le Conseil d'Etat et la députation ont remporté là le plus beau succès de la législature.


■ M. G.



Le climat et l'énergie à l'agenda

VALAIS Le canton est très concerné par le réchauffement climatique. Des mesures d'aide sont demandées à Berne



BERNARD WUTHRICH
 @BdWuthrich

Riche en glaciers, le Valais est très concerné par le réchauffement climatique. Dans la nouvelle loi sur le CO₂, il est prévu de créer un fonds qui pourra financer des mesures préventives contre les dommages provoqués par les gaz à effet de serre. Dans le cadre de la nouvelle politique agricole 22+, le canton a demandé l'introduction d'une assurance récolte, qui profitera aussi aux viticulteurs.

Des décisions importantes pour le canton sont attendues dans le secteur de l'énergie. Le marché de l'électricité pourrait être réorganisé et libéralisé, mais cela dépendra de l'accord-cadre Suisse-UE. Et le Valais s'est battu pour que la redevance hydraulique reste fixée à 110 francs par kilowattheure de puissance brute. La mesure est cependant limitée à fin 2024. Ce droit d'eau pourrait être revu à la baisse voire flexibilisé.

Dans le secteur immobilier, le Valais guette les décisions qui seront prises sur la valeur locative ainsi que l'assurance séismes, et plusieurs milieux espèrent toujours un assouplissement de la réglementation sur

les résidences secondaires. Les relations entre la Suisse et l'UE concernent directement le Valais, limitrophe de la France et de l'Italie. Un autre dossier ouvert est celui du transport de marchandises dangereuses par la route et par le rail.

Sur le plan électoral, le quatrième siège du PDC (sur huit) est menacé. En raison du rapport de force entre les jaunes et les noirs dans la partie germanophone, le chrétien-social Thomas Egger paraît plus exposé que Philipp Matthias Bregy, qui vient tout juste de remplacer Viola Amherd.

La gauche ne cache pas son envie d'obtenir un second mandat à Berne. Les Verts et le PS rêvent tous deux de déléguer l'un des siens pour épauler Mathias Reynard. Le PLR espère aussi décrocher un deuxième fauteuil au Conseil national alors que l'UDC n'est pas à l'abri de la perte de l'un des deux sièges occupés depuis 2015 par Jean-Luc Addor et Franz Ruppen. Au Conseil des Etats, le jeu est ouvert pour la succession de Jean-René Fournier. Il oppose Marianne Maret (PDC) à Philippe Nantermod (PLR) et Mathias Reynard (PS). ■

PDC

Changements de têtes

Pour des raisons différentes, trois ténors valaisans, tous PDC, ont quitté le parlement en cours de route: Viola Amherd, élue au Conseil fédéral, Roberto Schmidt, élu au Conseil d'Etat, et Yannick Buttet, emporté par la tourmente du harcèlement. Parmi les nouveaux arrivés, Philippe Nantermod (PLR) est déjà l'un des leaders du PLR et Jean-Luc Addor (UDC) s'est fait sa place au sein de son groupe par ses positions dures en matière d'immigration. A l'inverse, Géraldine Marchand-Balet (PDC), qui ne se représente pas, n'a pas trouvé ses marques.

Les succès de la législature sont la décision d'achever le tunnel du Lötschberg et le maintien du montant de la redevance hydraulique. Le crédit fédéral d'un milliard pour la troisième correction des eaux du Rhône est en bonne voie. La loi sur la chasse, et donc le loup, est, elle, un facteur de division. Le peuple valaisan a rejeté la candidature de Sion pour les JO d'hiver 2026. Cette décision cantonale a été précédée de l'envoi de messages contradictoires de Berne: le Conseil fédéral s'est dit prêt à soutenir le projet, mais le Conseil national a réclamé un référendum national. ■ B. W.



Le grand renouvellement

NEUCHÂTEL La nouvelle députat neuchâteloise ne ressemblera guère à la précédente



La députation neuchâteloise sera fondamentalement remaniée en octobre. Il n'est pas impossible qu'un seul des six sortants, le PLR Philippe Bauer, reste à Berne. Et encore: il va sans doute changer de Chambre et remplacer Raphaël Comte au Conseil des Etats. Celui-ci ne sollicite pas de nouveau mandat, tout comme le socialiste Didier Berberat ainsi que les conseillers nationaux Jacques-André Maire (PS) et l'indépendant Raymond Clottu (qui siège dans le groupe UDC à Berne). Menacé par les Verts, le popiste Denis de La Reussille n'est pas assuré d'être réélu.

La gauche a conclu une large alliance incluant le PS, le POP, les Verts et SolidaritéS. Cet apparentement lui garantit deux sièges. L'un restera socialiste: le candidat le mieux placé est l'ancien président cantonal Baptiste Hurni. Les Verts, qui présentent une liste forte composée de quatre personnalités connues, ont de bonnes chances de repasser devant le POP. Ambitieuse, la vice-présidente des Verts suisses Céline Vara est favorite.

Le PLR conservera son siège. L'ancien bras droit de Didier Burkhalter, Damien Cottier, devrait succéder à Philippe Bauer, mais son activisme pro-

voque quelques irritations et le Chaux-de-Fonnier Andreas Jurt se tient en embuscade. L'attribution du fauteuil de Raymond Clottu est la principale inconnue. L'UDC, dont la tête de liste est à nouveau Yvan Perrin, le conservera à condition de réaliser un score plus proche de celui des élections fédérales de 2015 (20,4%) que des cantonales de 2017 (11,5%). Dans le cas contraire, la gauche peut espérer le ravir. Les chances du PLR et des Vert'libéraux de s'emparer de ce mandat paraissent plus minces. Au Conseil des Etats,

c'est Martine Docourt ou Silvia Locatelli qui remplacera Didier Berberat.

Les grands projets d'infrastructures ayant été votés durant la législature qui s'achève, les dossiers importants pour Neuchâtel seront les crédits de formation, recherche et innovation, les coûts de la santé, la politique des hautes écoles, la fiscalité, l'accès aux marchés publics, la péréquation financière et la libre circulation des personnes. Ce dernier sujet est primordial pour l'économie du canton, qui a besoin de relations stables avec son voisin français. ■ B. W.

MONTAGNES

Une pluie d'argent fédéral

Entre 2015 et 2019, les Chambres fédérales ont voté d'importants crédits pour le développement du réseau ferroviaire, du réseau routier et des agglomérations. Plus de 2,1 milliards d'argent fédéral sont ainsi à disposition des infrastructures cantonales. Les évitements routiers de La Chaux-de-Fonds et du Locle ainsi que la ligne souterraine directe reliant Neuchâtel à la métropole des Montagnes pourront être réalisés. Ces succès sont dus à un habile lobbying et à une constellation favorable: plusieurs régions avaient intérêt à voter ces enveloppes budgétaires car elles en profitaient directement. Ils ont d'ailleurs quelque chose de paradoxal. Ils sont intervenus alors que la députation neuchâteloise au Conseil national a fondu d'une unité en 2015 en raison d'une évolution démographique défavorable et que deux de ses membres sont restés marginalisés. Rattaché au groupe des Verts, Denis de La Reussille, unique popiste du parlement, a été handicapé par une visibilité réduite et Raymond Clottu est resté membre indépendant du groupe UDC alors qu'il a été exclu de l'UDC neuchâteloise en 2017. ■ B. W.



Le combat pour Moutier

JURA Avec une députation largement renouvelée, les Jurassiens s'engageront pour un deuxième scrutin rapide à Moutier et pour le soutien de la race franches-montagnes



«rival» est le jeune syndicaliste Loïc Dobler.

En dehors des affaires purement fédérales, la députation jurassienne devra soigner sa relation avec la conseillère fédérale Karin Keller-Sutter, en charge du dossier de Moutier en tant que cheffe du Département fédéral de justice et police. Après l'invalidation du scrutin du 18 juin 2017 par le Tribunal administratif bernois, il faudra que la Confédération s'engage de manière plus marquée dans l'optique d'un nouveau vote rapide en

s'assurant qu'une autorité indépendante sera nommée en cas de recours.

Dossier tout aussi délicat où, cette fois, c'est la Confédération qui est demanderesse dans le cadre de la stratégie énergétique 2050: celui d'un projet pilote de géothermie profonde à la Haute-Sorne, pour lequel l'Office fédéral de l'énergie (OFEN) vient de débloquer 67 millions. Ce sera au gouvernement jurassien de trancher dans le contexte très tendu d'une forte opposition de la population et du parlement.

■ M. G.

Une page se tourne pour le Jura concernant sa députation à Berne. Au Conseil des Etats, Anne Seydoux-Christe (PDC) et Claude Héche (PS) tirent leur révérence pour céder leur place à deux valeurs sûres: Charles Juillard, ministre des Finances et vice-président du PDC national, et Elisabeth Baume-Schneider (PS), qui a repris la direction de la Haute Ecole d'études sociales et pédagogiques à Lausanne après avoir quitté le gouvernement jurassien. Au Conseil national, les deux sortants Jean-Paul Gschwind (PDC) et Pierre-Alain Fridez (PS) seront en ballottage favorable. Tous deux ont connu des problèmes de visibilité. Le premier n'a jamais vraiment trouvé ses marques au Conseil national et nombreux sont ceux qui donnent de bonnes chances à sa colistière Anne Froidevaux, secrétaire générale de la Clinique Le Noirmont. Quant au médecin socialiste, il a d'abord souffert de ne pas pouvoir siéger au sein de la Commission de la santé, mais s'est ensuite repris en rédigeant le papier de position du PS sur la défense avant de siéger au sein du Conseil de l'Europe. Son

RESSOURCES

Défaite sur la péréquation

Le Jura a connu une législature en demi-teinte. Il a essuyé une défaite dans la réforme de la péréquation financière, perdant entre 8 et 10 millions par année, malgré le baroud d'honneur livré aux Chambres avec le Valais. Sur un budget cantonal de 900 millions, cela peut paraître peu, mais ce manque à gagner va obliger à une remise en cause du fonctionnement de l'Etat, un exercice forcément douloureux.

Dossier fortement identitaire pour le canton: la défense de la seule race indigène de Suisse, le cheval franches-montagnes, dont les effectifs baissent en raison de la concurrence étrangère qui menace la rentabilité de l'élevage en Suisse. Les élus jurassiens se battent pour que le soutien à cette race soit inscrit dans la loi des tâches du Haras national, ou du moins dans son ordonnance. Sur le plan de l'aménagement du territoire, la région de Delémont a été d'abord recalée, puis réintégrée dans les crédits du troisième programme d'agglomération. Elle touchera quelque 10 millions de francs de la Confédération sur quatre ans. ■ M. G.



Manfred Bühler pour seul Romand

BERNE Comme lors de cette législature, un seul homme représentera les habitants francophones du canton



Il y a près de 100 000 francophones dans le canton de Berne, mais un seul Romand pour les représenter au Palais fédéral: Manfred Bühler, conseiller national sortant, vice-président de l'UDC ber-

noise et inamovible maire de Cortébert. Certes, le canton perd un siège au Conseil national, où il ne disposera plus que de 24 élus. Mais s'il est fort probable que l'UDC, qui avait obtenu un 9e siège à la raclette en 2015, perde un mandat cette année, Manfred Bühler n'a pas trop de soucis à se faire. Il figure en deuxième position sur la liste de son parti. Il a, de plus, pris

du galon, s'affirmant comme l'un des rares UDC romands capables de s'exprimer sur tous les thèmes.

Chez les socialistes, il faut s'attendre à ce que les femmes comme les hommes gardent chacun trois sièges. Ceux-ci sont tous occupés par des personnalités connues. Les Romands en lice n'ont quasiment aucune chance d'être élus. ■ M. G.